

## RÉFORMES POLITIQUES Mohamed Saïd affiche son scepticisme

Le secrétaire général du Parti de la liberté et de la justice (PLJ, non agréé) s'est dit sceptique, hier, quant à la volonté du pouvoir d'engager un changement. «Le débat engagé sur fond de simples intentions du pouvoir de procéder à des réformes politiques est un débat d'appareils qui ne revêt pas le même degré d'importance dans les préoccupations des citoyens, comme le démontre la nature des revendications exprimées dans la rue (...) C'est pourquoi il appartient au pouvoir de se conformer au préalable et avant toute réforme, à la Constitution en levant l'interdiction illégale d'autoriser des forces nouvelles à s'organiser en partis politiques, en syndicats ou en associations dans le cadre du respect des lois de la République, et en cessant de confisquer le droit des citoyens à manifester pacifiquement», écrit Mohamed Saïd dans un communiqué de presse rendu public hier. **T. H.**

## ENFANTS HANDICAPÉS La thérapie par les chevaux

Un processus thérapeutique nouveau qu'utilise l'association CSA El-Amel au profit des enfants et adolescents ayant un handicap mental ou moteur. Et puisque c'est le fait de se replier sur soi qui aggrave la souffrance de ces enfants, les psychothérapeutes de l'association essaient de les remettre en confiance à travers la pratique du sport équestre.

C'est-à-dire, explique la présidente de l'association, leur «inculquer qu'ils ne sont pas inférieurs aux autres» et qu'à travers les liens qui peuvent naître entre eux et les chevaux, ces enfants réintégreront plus facilement le milieu social». Et d'ajouter : «Nous évaluons les enfants après un certain nombre de séances et nous avons obtenu des résultats positifs, même si ce n'est pas pour tous les enfants traités».

L'association, dont les locaux se trouvent à Dergana, près de la ferme Betouche, dispose de trois chevaux et reçoit les enfants à travers des partenaires du mouvement associatif, à savoir «Echanges volontaires sans frontières de Nasséria, SOS village d'enfants, Ligue des enfants malades, Réseau Baraka et Réseau Nada». Ainsi, elle a tracé un planning étoffé pour l'exercice 2010-2011.

Les week-ends, une fois tous les 15 jours, des psychothérapeutes et autres cavaliers et volontaires, les enfants bénéficient d'une animation tout en montant sur les chevaux. Pour ce faire, l'association a bénéficié d'une subvention de la part de la Coopération technique belge (CTB) qui finance entre autres la promotion de la société civile.

Hier, à l'occasion de la Journée mondiale dédiée à cette catégorie sociale en détresse, une quarantaine d'enfants ont eu droit à des activités sportives et de divertissement avec un clown et un magicien mobilisés pour l'occasion.

**L. H.**

# RÉUNION DU SECRÉTARIAT NATIONAL DU RCD «On ne peut pas sauver l'Algérie et le système»

**Le Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD) a réuni son secrétariat national en session mensuelle. Il a examiné aussi bien la situation interne qu'internationale.**

**Nawal Imès - Alger (Le Soir)** - Dans un communiqué sanctionnant la réunion, la formation de Saïd Sadi «constate que l'extension des luttes politiques et sociales rencontre, au double plan tactique et stratégique, une démarche de fermeture du régime» et déplore qu'«à la demande d'ouverture d'une phase de transition engageant les forces patriotiques dans une perspective de changement de système, le pouvoir oppose effets d'annonce, manœuvres et tentations de domestication du mouvement social par la corruption et la répression en vue d'assurer, dans ses arcanes, sa propre pérennisation.

Le but du pouvoir est clair : reconduire la manœuvre d'Octobre 1988 qui a dévoyé le



Sadi déplore la démarche de fermeture du régime.

pluralisme politique et hypothéqué l'ouverture médiatique».

Le RCD écrit dans son communiqué que «l'opposition politique, quant à elle, est niée quitte à en appeler à la ségrégation politique, sociale, culturelle ou aux appels aux meurtres», ajoutant que «plus concrètement, les projets de loi concernant le code communal ou le statut d'avocat, les maquillages du taux d'inflation ou les désinformations outrancières des médias publics illustrent la détermination des dirigeants à enfoncer encore plus

tant que «plus concrètement, les projets de loi concernant le code communal ou le statut d'avocat, les maquillages du taux d'inflation ou les désinformations outrancières des médias publics illustrent la détermination des dirigeants à enfoncer encore plus

le pays dans la concentration des pouvoirs et le déni du droit ; ce qui ne manquera pas de doper le pouvoir occulte, première source de la régression et de la violence endémiques depuis l'indépendance». Le RCD dit regretter le traitement réservé aux Algériens déplorant que «l'Algérien, que le pouvoir s'évertue à réduire à un tube digestif, a un cœur, un esprit et des ambitions. Il refuse de suivre le reniement et la trahison des officiels et rester sur le bas-côté de l'Histoire».

Sur un plan international, la situation est loin d'être reluisante puisque le RCD dénonce l'attitude de l'Algérie face aux mouvements qui secouent plusieurs pays considérant que «notre diplomatie est à la marge du monde et nos partenaires traditionnels se désengagent de notre pays : la quasi-totalité des opérateurs du secteur des hydrocarbures refusent désormais de s'impliquer avec un régime discrédité et sans perspective».

Et de conclure que l'on ne peut sauver l'Algérie et le système en même temps.

**N. I.**

## EN PARALLÈLE DE LA VULGARISATION DE SA PLATEFORME La CNCD s'est rassemblée hier au 1<sup>er</sup>-Mai

**La Coordination nationale pour le changement et la démocratie (CNCD) a tenu parole. Elle a maintenu l'appel à la marche. Une marche transformée en rassemblement.**

Les forces de l'ordre, déployées au niveau de la place du 1<sup>er</sup>-Mai, ont comme d'habitude empêché les membres de la CNCD de quitter le trottoir sur lequel ils ont été contenus par un cordon de sécurité. Ali Yahia Abdenour, Moulay Chentouf du Parti pour la laïcité, M<sup>me</sup> Chitour, le représentant des clients spoliés de Khalifa Bank et d'autres

membres irréductibles de la CNCD ont fait acte de présence au 1<sup>er</sup>-Mai pour rappeler que la lutte n'était pas terminée et pour faire entendre leur voix. Ils avaient indiqué lors de la dernière réunion d'évaluation de la CNCD que le principe du maintien des marches à Alger était acquis pour dire au régime toute leur détermination à faire aboutir leurs revendications et arracher le droit de marcher de manière pacifique à Alger. Hier, et pour le huitième samedi consécutif, elle n'a pu le faire. Les forces de l'ordre, postées à travers les artères du 1<sup>er</sup>-Mai, quadrillaient le quartier.

**N. I.**



La CNCD a fait acte de présence au 1<sup>er</sup>-Mai.

## DES ASSOCIATIONS SPÉCIALISÉES APPELLENT À LEUR PRISE EN CHARGE 70 000 autistes en Algérie

**L'Algérie compte près de 70 000 autistes entre enfants et adultes. Selon la secrétaire générale de l'Association de l'enfant autiste (AEA), ces chiffres sont «approximatifs».**

**Rym Nasri - Alger (Le Soir)** - «Même si les statistiques diffèrent d'une source à une autre, l'on estime que l'autisme touche une personne sur 1 000 dans une proportion de 4 garçons pour 1 fille. C'est un syndrome qui apparaît au début de la vie de l'enfant et se manifeste sous forme de troubles du développement», explique Safia Bouarioua, secrétaire générale de l'Association de l'enfant autiste. Pour elle, l'autisme est un handicap qui

nécessite des besoins spécifiques, mais comme tout enfant, «l'enfant autiste a besoin d'aller à l'école, de jouer et d'accomplir toutes les autres tâches de la vie quotidienne». Toutefois, elle s'oppose à «l'alourdissement» de l'isolement de l'enfant autiste dans des centres spécialisés.

S'agissant de la prise en charge de cette frange de la société, M<sup>re</sup> Bouarioua juge que rien n'a été fait pour ces personnes. «Les autistes sont privés d'une prise en charge adaptée à leurs problèmes. Ils sont le plus souvent à la charge de leurs parents ou internés dans un hôpital psychiatrique.» Pourtant, poursuit-elle, «il existe des méthodes éducatives adaptées à la personne autiste qui lui permettent d'évoluer». Quant aux centres spécialisés, «il n'existe que deux hôpitaux

psychiatriques de jour dont la capacité ne dépasse pas les 20 enfants par jour, chacun», précise-t-elle, notant que ces centres accueillent les enfants autistes de toutes les wilayas du Centre.

Ainsi, l'Association de l'enfant autiste lance un appel pour que cette tranche de la société bénéficie d'une prise en charge personnalisée avec un encadrement qualifié, notamment pour les familles démunies. «Nous interpellons les pouvoirs publics sur la nécessité et l'urgence d'engager les moyens humains et matériels pour alléger les souffrances des autistes et de leurs parents».

Pour rappel, la journée du 2 avril est consacrée Journée mondiale de sensibilisation à l'autisme.

**R. N.**